



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE
POLITIQUE MONETAIRE**

Quatrième trimestre 2016

Mars-2017

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Commerce mondial	6
1.3. Evolution des prix dans le monde	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	9
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CAE	9
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	12
2.1. Production et prix	12
2.2. Secteur extérieur	14
2.2.1. Commerce extérieur	14
2.2.2. Balance des paiements	16
2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs	17
2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises et taux de change	18
2.3. Finances publiques	19
2.4. Secteur monétaire	21
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts	21
2.4.2. Base monétaire	23
2.4.3. La masse monétaire et ses contreparties	24
2.4.4. Politique monétaire	26
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	26
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	26
2.5.2. Qualité du portefeuille	28
2.5.3. Adéquation du capital	30
2.5.4. La rentabilité du secteur bancaire	32
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	32
LES ANNEXES	34

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-Saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAE	: Communauté de l’Afrique de l’Est
FMI	: Fonds Monétaire International
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d’Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2, M3	: Masse Monétaire
MBIF	: Million de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBP	: Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MUSD	: Millions de dollars américains
MW	: Mégawatt
OCDE	: Organisation de Coopération et de développement Economiques
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OPEP	: Organisation des pays producteurs du pétrole
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d’Electricité
ROA	: Return On Assets (Rendement des actifs)
ROE	: Return On Equity (Rendement des fonds propres)
RWF	: Franc Rwandais
T	: Tonne
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Au quatrième trimestre 2016, la reprise de l'activité économique mondiale a été modérée notamment dans plusieurs pays avancés et émergents, malgré les incertitudes liées au Brexit et aux élections américaines. La croissance économique des pays de l'OCDE a reculé, s'établissant à 0,4% contre 0,5% au troisième trimestre 2016. Les prix des matières premières ont progressé, principalement le cours du pétrole (50,1\$/bbl contre 45,8), ce qui a causé une augmentation de l'inflation.

L'Afrique subsaharienne aurait enregistré de faibles performances en 2016, soit 1,6 contre 3,4% en 2015, suite principalement au recul des recettes d'exportations dans certains pays. Dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est, la croissance économique demeure solide (6,1% en 2016) par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (1,6%), à l'exception du Burundi, tirée par la stabilité macroéconomique et les investissements publics.

L'économie nationale a enregistré des résultats mitigés dans les différents secteurs d'activité au quatrième trimestre 2016. La production du café a reculé (-83,9%) ainsi que celle du thé (-21,0%). De même, l'indice de la production industrielle a reculé de 23,2% d'un trimestre à l'autre, en liaison avec le repli de la production des branches de l'industrie alimentaire (-24,0%) et des industries chimiques (-14,6%). La croissance économique en 2016 est estimée à 0,9 contre -3,9% en 2015, en liaison avec la reprise dans les secteurs secondaire et tertiaire. L'inflation a augmenté d'un trimestre à l'autre, passant de 5,8 à 7,6%.

Le déficit du compte courant s'est allégé de 11,6% au quatrième trimestre 2016, tiré par l'amélioration du solde déficitaire des services. De même, le compte de capital s'est amélioré de 82,2% au cours de la même période, en liaison avec l'augmentation des dons projets (50.140,3 contre 29.776,6 MBIF). Les réserves officielles de changes ont augmenté de 4,36%, passant de 91,37 à 95,35 MUSD, couvrant 1,4 mois d'importations de biens et services, contre 1,3 mois le trimestre précédent.

Le déficit budgétaire s'est davantage creusé, passant de 80.233,2 à 112.091,9 MBIF, suite à l'augmentation des dépenses plus accrue que celle des recettes. Ce déficit a été financé par l'endettement intérieur et la dette publique totale s'est accrue de 20,2%.

Les réserves des banques se sont améliorées au quatrième trimestre 2016, soit 13.504 contre -21.096 MBIF, réduisant ainsi le recours au refinancement de la Banque Centrale. Tous les taux d'intérêts du marché monétaire ont baissé. Suite à l'accroissement de l'endettement net de l'Etat (+79.499,4 MBIF) et des avoirs extérieurs nets (+15.922,7 MBIF), la masse monétaire s'est accrue de 5% au quatrième trimestre 2016.

Au niveau du secteur bancaire, le total bilan des banques et établissements financiers a augmenté de 11,5% au quatrième trimestre 2016. Les dépôts de la clientèle ont légèrement augmenté de 0,9% tandis que les crédits à l'économie ont diminué de 1,3%. Le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé, rentable et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

La reprise de l'activité économique mondiale s'est poursuivie à un rythme modéré au quatrième trimestre 2016 dans certaines économies développées et dans les pays émergents, malgré les incertitudes liées au Brexit et aux élections américaines .

Aux Etats-Unis, l'activité économique a décéléré, soit 0,5 contre 0,9% au troisième trimestre 2016, en liaison avec le recul des exportations et la baisse de la croissance des dépenses de consommation. En glissement annuel, le taux de croissance s'est maintenu à 1,7%.

Dans la Zone euro, la croissance s'est maintenue à 0,4% et soutenue par les dépenses de consommation ainsi que le dynamisme de l'investissement et l'accroissement des exportations.

Au Japon, la croissance a fléchi (0,2 contre 0,3% au troisième trimestre 2016), suite à la baisse de la demande intérieure. Par rapport à la même période de 2015, l'économie a montré des signes de reprise (1,6 contre 1,1%) en liaison notamment avec la hausse de la production industrielle et des exportations.

Au Royaume-Uni, le taux de croissance s'est maintenu à 0,6% comme au trimestre précédent et est soutenu particulièrement par le secteur des services. En glissement annuel, la croissance économique s'est stabilisée à 2,2% comme au quatrième trimestre 2015.

En Chine, la croissance a fléchi au quatrième trimestre 2016, soit 1,7 contre 1,8% au troisième trimestre. En glissement annuel, elle s'est établie à 6,8% au quatrième trimestre contre 6,7% à la même période de 2015, sous l'effet notamment des dépenses publiques et de l'amélioration des conditions d'accès au crédit.

Tableau 1: Croissance du PIB

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	3ème trim. 2016	4ème trim. 2016	4ème trim. 2015	4ème trim. 2016
Total-OCDE	0,5	0,4	1,7	1,7
Etats-Unis	0,9	0,5	1,7	1,7
Zone Euro	0,4	0,4	1,8	1,7
Japon	0,3	0,2	1,1	1,6
Royaume-Uni	0,6	0,6	2,2	2,2
Chine	1,8	1,7	6,7	6,8

Source : OCDE, Statistiques février 2017

En moyenne annuelle, la croissance de l'économie mondiale a légèrement décéléré en 2016, soit 3,1 contre 3,2%, en liaison avec le ralentissement de l'activité dans les pays avancés (1,6 contre 2,1%).

L'Afrique subsaharienne a enregistré de faibles performances en 2016 (1,6 contre 3,4% en 2015), en rapport principalement avec la baisse des recettes d'exportation des produits de base et les conflits politiques dans certains pays.

1.2. Commerce mondial

Le commerce mondial a enregistré une modeste reprise au quatrième trimestre 2016, selon l'indicateur des perspectives du commerce mondial de l'OMC¹ qui s'est établi à 100,9 contre 99,0 le trimestre précédent, en liaison avec la hausse des indices du fret aérien et des matières premières agricoles. La croissance du commerce mondial, en volume, en 2016 est resté très faible (environ 1,7 contre 2,7% en 2015), suite à la faiblesse des importations des Etats-Unis et des pays émergents.

¹ www.WTO/WTOI

Tableau 2 : Croissance du commerce mondial

	2015	2016
Commerce mondial des marchandises	2,7	1,7
Exportations		
Economies développés	2,8	2,1
Economies en développement et émergentes	3,2	1,2
Importations		
Economies développés	4,6	2,6
Economies en développement et émergentes	1,1	0,4

Source : OMC, novembre 2016

1.3. Evolution des prix dans le monde

1.3.1. Prix des matières premières

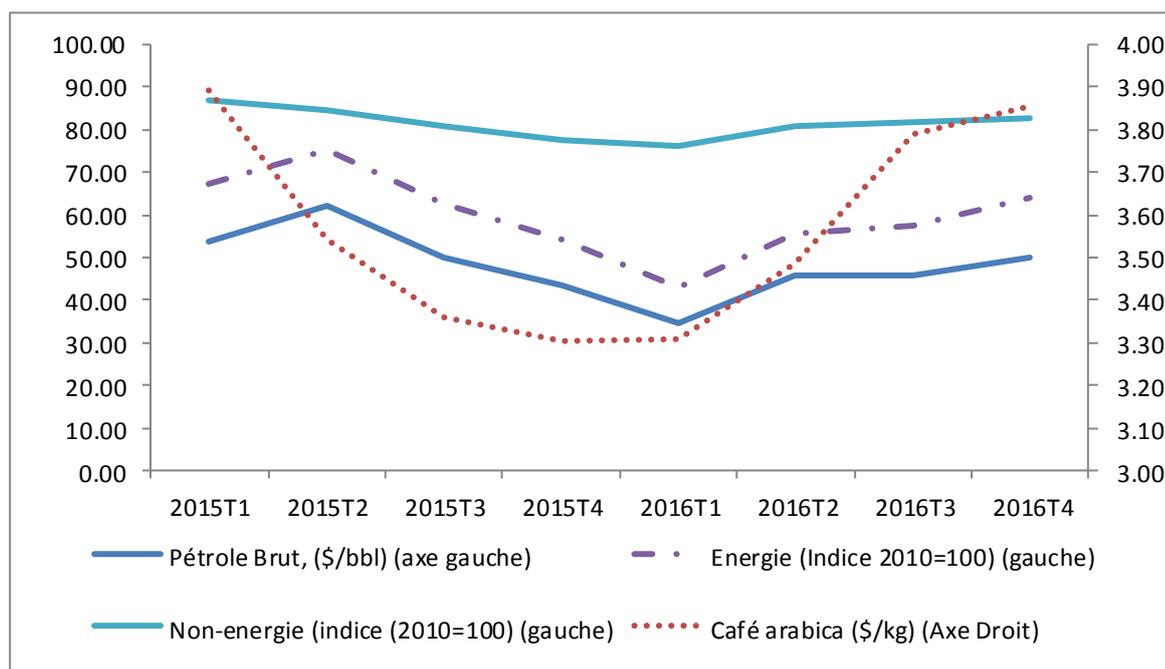
Au quatrième trimestre 2016, les cours du pétrole brut ont progressé de 9%, avec un prix moyen de 50,1 contre 45,8\$/bbl au troisième trimestre, suite à l'accord entre les pays de l'OPEP de réduire la production.

Les prix du café ont également augmenté, s'établissant à 3,88 \$/kg en moyenne trimestrielle contre 3,79 \$/kg au troisième trimestre, en liaison avec les projections à la baisse de la production brésilienne.

Dans l'ensemble, l'indice des prix de l'énergie a progressé de 11,2% au quatrième trimestre 2016, passant de 57,4 à 63,8 ; suite à la hausse des prix du pétrole. De même, l'indice des prix des matières premières non énergétiques a augmenté de 1,3%, passant de 81,6 à 82,7 sous l'influence des variations des prix dans les principaux groupes de ces produits.

En 2017, les prix pourraient garder une tendance haussière, l'indice de l'énergie gagnerait 25,7% et celui des matières non énergétiques progresserait de 3,2%.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: World Bank, commodity prices, February 2017

1.3.2. Evolution de l'inflation

Au quatrième trimestre 2016, l'inflation a progressé dans plusieurs pays en liaison avec la hausse des prix des matières premières. L'inflation s'est redressée dans les pays avancés notamment aux Etats-Unis (1,18 contre 1,12% au troisième trimestre), dans la Zone euro (0,73 contre 0,27%) et au Japon (0,3 contre -0,47%). Elle s'est accrue également dans certaines économies émergentes comme la Chine (2,17 contre 1,67 %).

Tableau 3: Inflation en glissement annuel (en %)

	T4-2015	T3-2016	T4-2016
Chine	1,47	1,67	2,17
Etats-Unis	0,47	1,12	1,18
Japon	0,27	-0,47	0,30
Zone euro	0,13	0,27	0,73
OCDE-Total	0,72	1,00	1,55

Source : www.OECD. Stat

Sur l'ensemble de l'année 2016, l'inflation a progressé dans les pays avancés (0,7 contre 0,3% en 2015), principalement en raison du rebond des prix des matières premières. Dans les pays émergents et pays en développement, l'inflation a par contre, globalement baissé (4,5 contre 4,7% en 2015).

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au quatrième trimestre 2016, les banques centrales des pays avancés ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes pour soutenir la reprise de l'activité économique dans le contexte de faibles niveaux d'inflation.

Aux Etats-Unis, la Fed a relevé d'un quart de point ses taux directeurs en décembre 2016, se situant dans une fourchette de 0,50% à 0,75%, et elle anticipe également trois nouvelles hausses en 2017 au lieu de deux initialement prévues.

Dans la Zone euro, la BCE a poursuivi ses achats de titres et prévoit prolonger ce programme au-delà de mars 2017 initialement fixé. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt se sont respectivement fixés à 0,00%, à 0,25% et à - 0,40%.

La Banque centrale du Japon a maintenu sa politique monétaire d'assouplissement quantitatif en maintenant son taux directeur à -0,1% et a poursuivi son programme de rachats de dette publique.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CAE

Selon les projections du FMI d'octobre 2016, la CAE enregistrerait une croissance économique de 6,1% en 2016 largement supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne de 1,6%, en raison notamment d'une stabilité macroéconomique, des investissements publics et des prix de l'énergie encore favorables. A l'exception du Burundi dont le taux de croissance économique est estimé à 0,9% en 2016, les autres pays membres réaliseraient de bonnes performances variant entre 4,9 et 7,2%. Les projections indiquent une amélioration de l'activité économique au Burundi dont le taux de croissance projeté est de 2,9% en 2017.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CAE

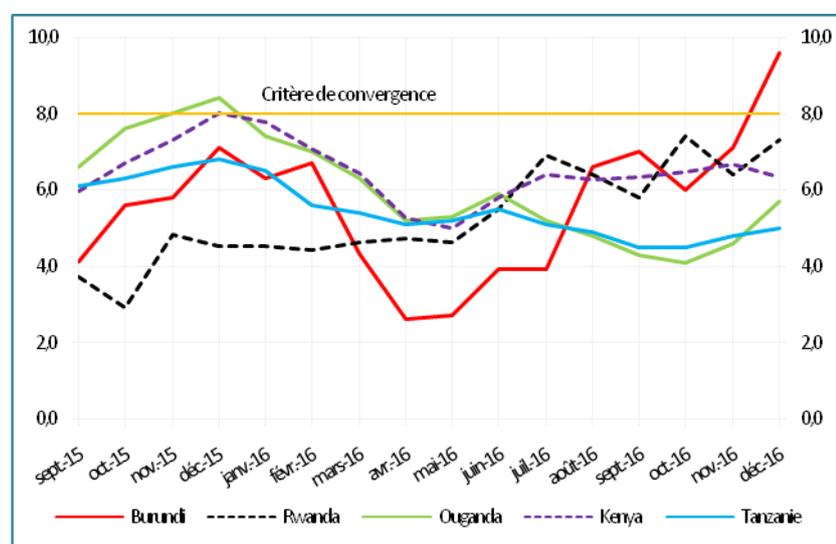
	2014	2015	2016 (proj.)	2017 (proj.)
Burundi*	4,5	-3,9	0,9	2,9
Rwanda	7,0	6,9	6,0	6,0
Tanzanie	7,0	7,0	7,2	7,2
Ouganda	4,9	4,8	4,9	5,5
Kenya	5,3	5,6	6,0	6,1
CAE	5,9	5,8	6,1	6,3
AfSS**	5,1	3,4	1,6	2,8

Source : FMI, Perspectives économiques régionales, AFSS, octobre 2016

*Cadrage macroéconomique du Burundi, novembre 2016** FMI, Perspectives économiques mondiales, janvier 2017

Les économies des pays de la CAE ont résisté à la baisse des prix des produits de base en tirant profit des cours favorables des produits pétroliers. Le dynamisme de l'activité économique de ces pays est également soutenu par des programmes d'investissement publics et privés et du redressement du secteur du tourisme.

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CAE

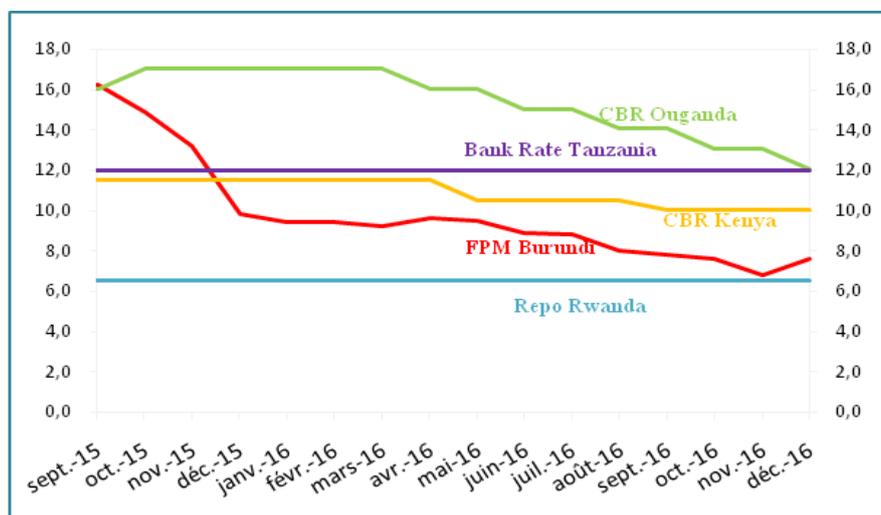


Source : Sites des banques centrales de la CAE

En moyenne trimestrielle, l'inflation a augmenté dans tous les pays de la CAE au cours du quatrième trimestre 2016. La pression sur les prix a été principalement causée par une baisse de la production agricole, suite à une longue saison sèche dans toute la région.

Malgré des pressions inflationnistes observées au cours du dernier trimestre de 2016, les banques centrales de la CAE ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes dans l'objectif de stimuler davantage la croissance.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source : Sites des banques centrales de la CAE

Les banques centrales du Rwanda, du Kenya et de la Tanzanie ont maintenu leurs taux respectivement à 6,5%, 10% et 12%. La Banque centrale de l'Ouganda a diminué son taux directeur, revenant de 14,0 à 12% entre septembre et décembre 2016. Au Burundi, le taux de la facilité de prêt marginal (FPM) a légèrement baissé, revenant de 7,8 à 7,6%.

Les monnaies des pays de la CAE se sont globalement stabilisées au cours du quatrième trimestre 2016 à l'exception du Shilling ougandais qui s'est déprécié de 6,55% par rapport au dollar américain.

Tableau 5 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CAE (fin de période)

	USD/BIF	USD/RWF	USD/UGX	USD/TZS	USD/KSH
déc-15	1617,13	740,00	3377,01	2148,50	102,31
sept-16	1672,64	810,23	3388,56	2175,30	101,26
déc-16	1688,59	811,67	3610,50	2186,20	102,48
Var déc.16/déc.15	4,42%	9,69%	6,91%	1,75%	0,17%
Var déc.16/sept.16	0,95%	0,18%	6,55%	0,50%	1,20%

Source : Sites web des banques centrales

En effet, entre septembre et décembre 2016, le Shilling tanzanien s'est déprécié de 0,5%, le Shilling kenyan de 1,2%, le Franc rwandais de 0,18%, et le Franc Burundi de 0,95%. Toutefois, d'une année à l'autre, le Shilling ougandais, les francs rwandais et burundais ont connu de fortes dépréciations par rapport au dollar américain de 6,91%, de 9,69% et 4,42% respectivement, alors que les shillings kenyan (0,17%) et tanzanien (1,75%) ont enregistré de faibles dépréciations.

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au quatrième trimestre 2016, la production du café a régressé, tandis que celle du thé a augmenté. La quantité du café vert produit s'est établie à 1.384 contre 8.553 T au trimestre précédent et 8.599 T le trimestre correspondant de 2015. De même, la production du thé sec a diminué, s'établissant à 1.824 contre 2.309 T au même trimestre de 2015. Par rapport au trimestre précédent, la production du thé a progressé, soit 2.309 contre 1.535 T.

La production industrielle s'est repliée par rapport au trimestre précédent. L'indice moyen pondéré de la production industrielle a baissé de 23,2%, revenant de 178,8 à 137,4 d'un trimestre à l'autre. Ce recul est imputable au repli de la production des branches des industries alimentaires (-24,0%) et chimiques (-14,6%). La baisse de la production de l'industrie alimentaire a concerné les boissons de la BRARUDI (-19,4%), les cigarettes (-26,4%) et le sucre (-30,8%) ; tandis que le recul de la production des industries chimiques a porté sur les peintures (-6,0%), les savons (-17,0%) et les mousses (-7,8%).

La production d'énergie électrique a augmenté de 2,0% par rapport au trimestre précédent, passant de 41.735 à 42.562 MW. Comparée au trimestre correspondant de 2015, la production

s'est accrue de 6,1%, passant de 41.735 à 42.562 MW tandis que la consommation d'électricité a augmenté de 212,6% à la même période.

L'activité au port de Bujumbura s'est relevée, le volume des marchandises entrées et sorties s'étant accru de 59,3% par rapport au même trimestre de 2015, en liaison principalement avec l'importation de clinker par voie lacustre à partir d'août 2016, et de 10,4% par rapport au trimestre précédent. Par contre, le nombre de passagers à l'aéroport international de Bujumbura a baissé de 10,4% par rapport au même trimestre de 2015, de même que le trafic des aéronefs (-15,6%). Comparé au trimestre précédent, le nombre de passagers a diminué de 7,4% tandis que le trafic des aéronefs a augmenté de 2,4%.

Le taux de croissance du PIB de l'année 2016 est estimé à 0,9 contre -3,9% en 2015 en liaison avec la reprise dans les secteurs secondaire (7,4 contre -14,1%) et tertiaire (3,2 contre 1,5%).

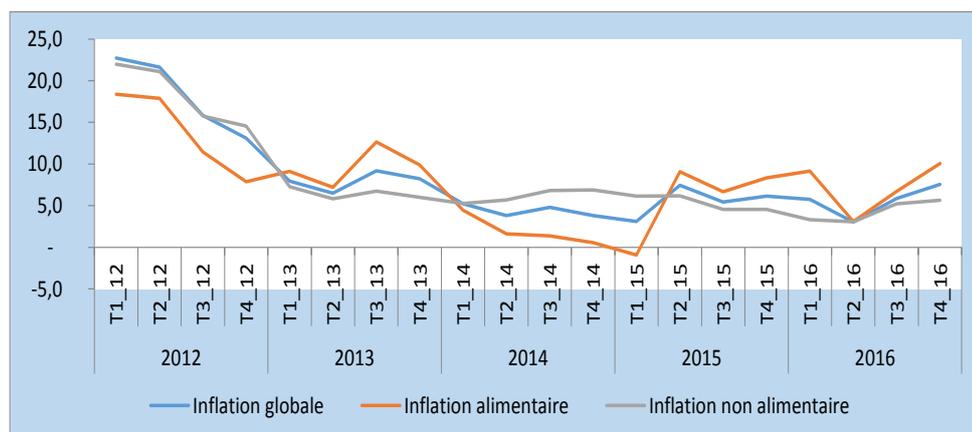
Tableau 6 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2013	2014	2015	2016	2017 (Proj.)
1. Croissance du PIB réel	4,9	4,5	-3,9	0,9	2,9
Secteur primaire	8,4	3,7	-3,6	-5,1	3,3
Secteur secondaire	2,4	7,4	-14,1	7,4	4,3
Secteur tertiaire	2,8	4,7	1,5	3,2	2,2
2. Inflation	7,9	4,4	5,6	5,5	4,8

Source : Cadrage macroéconomique du Burundi, novembre 2016

L'inflation a augmenté, passant de 5,8 à 7,6% d'un trimestre à l'autre, en rapport avec, à la fois, la hausse de l'inflation alimentaire (10,0 contre 6,8%) et non alimentaire (5,6 contre 5,2%). En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est presque stabilisé à 5,5%, après 5,6% enregistré en 2015.

Graphique 4 : Inflation par principales composantes



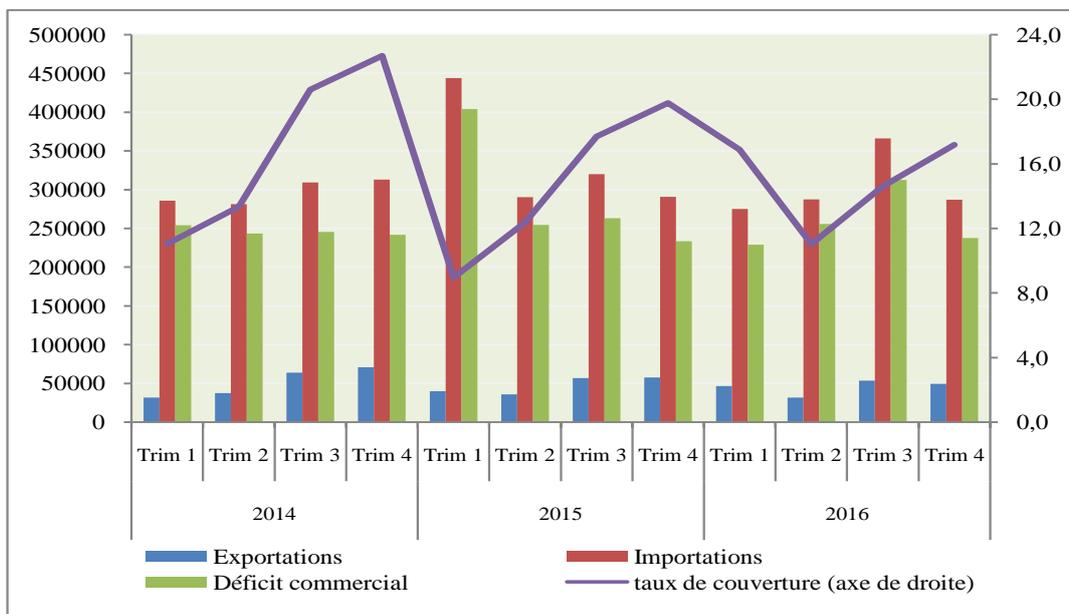
Source : ISTEERBU

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Les exportations du quatrième trimestre 2016 ont baissé de 14,3% par rapport à celles de la même période de 2015, revenant de 57.535,0 à 49.311,9 MBIF. De même, les importations ont légèrement diminué (-1,4%), revenant de 290.918,0 à 286.954,4 MBIF. Le solde de la balance commerciale s'est ainsi creusé de 4.259,5 MBIF et le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 17,2 contre 19,8% pour la même période

Graphique 5 : Evolution des échanges extérieurs (MBIF)

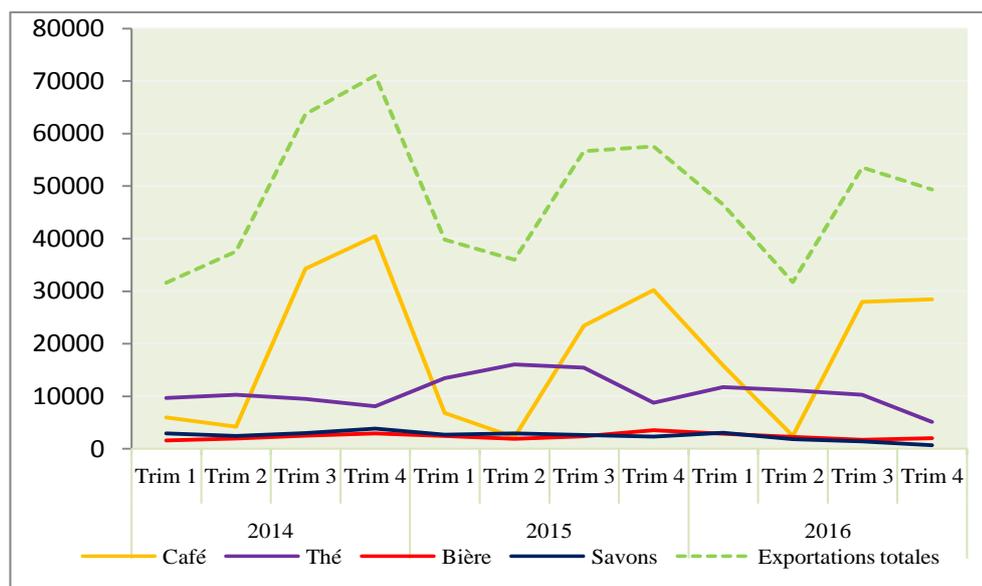


Source : BRB

La diminution des exportations a été tirée par la baisse de 32% des produits manufacturés, soit 11.102,2 contre 16.319,4 MBIF, notamment les savons (-1.630 MBIF), les bières (-1.511 MBIF) et les cigarettes (-961 MBIF). Les produits primaires ont également régressé de 7,3%, soit 38.209,7 contre 41.215,6 MBIF, principalement le thé (-3.659 MBIF), le café (-1.744 MBIF) et les peaux brutes (-1.086 MBIF).

De même, comparées au trimestre précédent, les exportations totales ont diminué de 7,9% (49.311,9 contre 53.546,1 MBIF) tirées, à la fois, par la baisse des produits primaires (-2.591,7 MBIF) et manufacturés (-1.642,5 MBIF).

Graphique 6 : Principaux produits exportés (en MBIF)



Source : BRB

La diminution des importations au quatrième trimestre 2016 n'a concerné que les biens d'équipement (-29,3%), soit 41.716,7 contre 59.011,0 MBIF, essentiellement le matériel électrique (-57,8%) et les tracteurs, les véhicules et engins/transport (- 40,4%).

Par rapport au trimestre précédent, les importations ont diminué de 21,6% (286.954,4 contre 366.098,0 MBIF), en liaison à la fois, avec le recul des importations des biens de production (-10,3%), des biens d'équipement (-32,5%) et des biens de consommation (-30,2%).

2.2.2. Balance des paiements

Au quatrième trimestre 2016, la balance des paiements a enregistré un besoin de financement moins élevé (solde du compte courant et de capital), qui s'est établi à -81.564,8 contre -121.434,8 MBIF à la même période de 2015. Cette évolution est liée à la fois par l'amélioration du compte de capital (+22.554,4 MBIF) et du compte courant (+17.315,6 MBIF).

En effet, le déficit du compte courant a diminué de 11,6%, revenant de -148.874,3 à -131.558,7 MBIF en liaison avec l'amélioration du déficit du compte des services (+29.166,7 MBIF) qui a contrebalancé la diminution de l'excédent du compte des revenus secondaires (-13.600,7 MBIF). La balance des biens s'étant presque stabilisée à -189.445,5 MBIF. Le solde du compte de capital

s'est accru de 82,2%, passant de 27.439,5 à 49.993,9 MBIF en liaison avec l'augmentation des dons projets.

Tableau 7 : Balance des paiements du quatrième trimestre 2016

	4ème trimestre 2015	4ème trimestre 2016
Compte courant	-148 874,3	-131 558,7
Biens	-188 296,5	-189 445,5
Services	-87 630,7	-58 464,0
Revenus primaires	-2 672,1	226,5
Revenus secondaires	129 725,0	116 124,3
Compte de capital	27 439,5	49 993,9
Besoin de financement	-121 434,8	-81 564,8
Compte financier	-44 712,8	-96 907,7
Erreurs et Omissions	24 533,3	7 161,3

Concernant les principales opérations du compte financier, aucun flux au titre des investissements directs n'a été enregistré au quatrième trimestre 2016. Le solde des autres investissements s'est détérioré (-91.715,6 MBIF) par rapport à la même période de 2015 (-46.389,6 MBIF).

2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs

A la fin du quatrième trimestre 2016, les avoirs extérieurs ont légèrement augmenté de 0,71% par rapport au trimestre précédent, passant de 170,88 à 172,09 MUSD, tandis qu'ils ont chuté de 30,96% par rapport à la même période de l'année précédente.

Tableau 8: Evolution des avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			Variation	
	Déc-2015	Sept-2016	Déc-2016	Trimestrielle	Annuelle
BRB	121,25	93,38	97,85	4,79 %	-19,30 %
-Dont réserves officielles	121,19	91,37	95,35	4,36 %	-21,32 %
Banques commerciales	128,00	77,50	74,24	-4,21 %	-42,00 %
Total	249,25	170,88	172,09	0,71 %	-30,96 %

Source : BRB

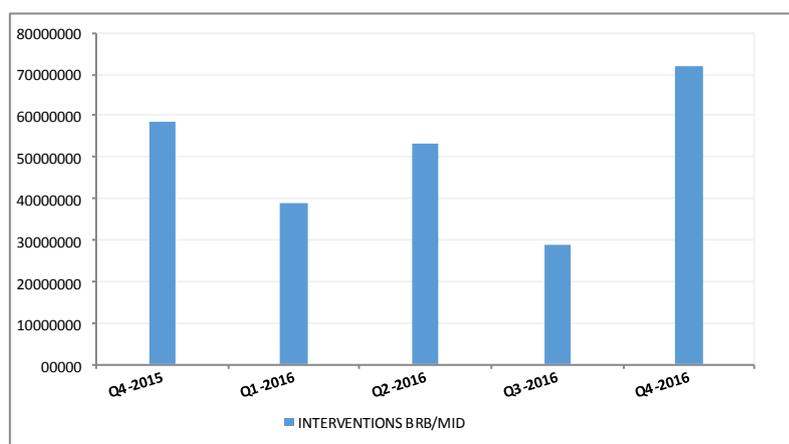
D'un trimestre à l'autre, les avoirs extérieurs de la BRB ont augmenté de 4,79%, passant de 93,38 à 97,85 MUSD. Les avoirs des banques commerciales ont diminué de 4,21%, revenant de 77,50 à 74,24 MUSD à fin décembre 2016. En glissement annuel, les avoirs extérieurs de la BRB et des banques commerciales ont diminué, respectivement de 19,3 et de 42,0%.

Par rapport au trimestre précédent, les réserves officielles de changes ont augmenté de 4,36%, passant de 91,37 à 95,35 MUSD. Comparées à la même période de 2015, elles ont chuté de 21,32%. En termes de mois d'importations de biens et services, ces réserves couvrent 1,4 contre 2,0 à la même période de 2015.

2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises et taux de change

Au cours du quatrième trimestre 2016, la BRB a effectué des interventions sur le MID pour un montant de 72,13 MUSD contre 29,0 MUSD au trimestre précédent et 58,35 MUSD pendant la même période de l'année 2015.

Graphique 7 : Transactions sur le MID (en USD)



Source: BRB

D'un trimestre à l'autre, le taux de change moyen du Dollar par rapport au Franc Burundi s'est déprécié de 0,92%, passant de 1.648,34 à 1.663,53.

2.3. Finances publiques

Au cours du quatrième trimestre 2016, les finances publiques ont été marquées par l'approfondissement du déficit budgétaire qui a été financé par l'endettement intérieur.

Tableau 9 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	2015	2016	
	4e trim	3e trim	4e trim
A. RECETTES ET DONNS	189 975,6	188 473,3	212 173,0
a. Recettes	160 299,1	170 270,0	162 160,8
Recettes courantes	158 653,0	170 148,9	162 159,6
Recettes exceptionnelles	1 646,1	121,2	1,2
b. Dons	29 676,5	18 203,3	50 012,2
courants	-	-	-
en capital	29 676,5	18 203,3	50 012,2
B. DEPENSES	270 208,8	252 870,6	324 264,9
a. Dépenses courantes	217 090,3	210 122,7	208 745,9
Salaires	83 259,2	101 166,1	90 023,9
b. Dépenses en capital	53 118,5	42 747,9	115 519,0
Sur ressources nationales	20 629,2	24 247,3	65 394,3
Sur prêts et dons extérieurs	32 489,4	18 500,6	50 124,6
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-80 233,2	-64 397,3	-112 091,9
C. FINANCEMENT	80 233,2	64 397,3	112 091,9
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	1 686,6	-608,4	-1 712,9
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	153 411,3	54 545,2	97 862,4
D. Erreurs et omission	-74 864,7	10 460,5	15 942,4

Source : MFBP

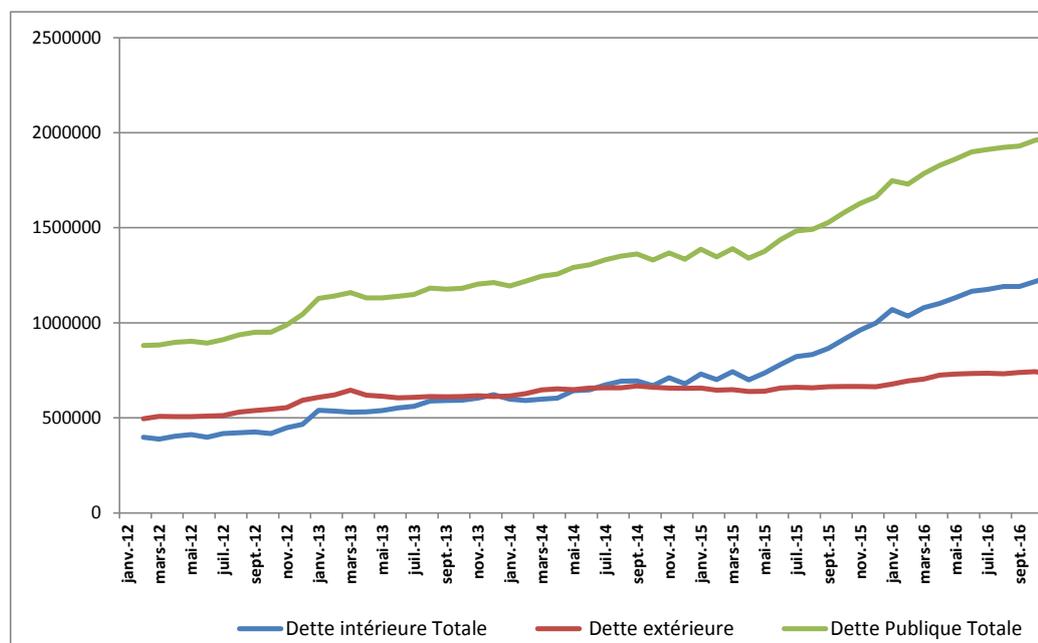
Par rapport à la même période de 2015, les recettes du quatrième trimestre 2016 se sont légèrement accrues de 1,2%, passant de 160.299,1 à 162.160,8 MBIF. Par contre, elles ont reculé de 4,8% par rapport au trimestre précédent. Les dons en capital ont augmenté, s'établissant à 50.012,2 contre 29.676,5 MBIF et 18.203,3 MBIF au trimestre précédent.

Les dépenses publiques se sont accrues de 20,0%, passant de 270.208,6 à 324.264,9 MBIF. Cette hausse a résulté de l'accroissement des dépenses en capital (+117,5%), les dépenses courantes ayant, par contre, reculé de 3,8%. Par rapport au trimestre précédent, les dépenses ont augmenté de 28,2%, en liaison avec la progression des dépenses en capital (+170,2%).

Le déficit budgétaire s'est approfondi au quatrième trimestre 2016 par rapport au trimestre correspondant de 2015, passant de 80.233,2 à 112.091,9 MBIF. Ce déficit a été financé par l'endettement intérieur à hauteur de 97.862,4 MBIF.

En glissement annuel, la dette publique a augmenté de 20,2%, passant de 1.747,1 à 2.100,6 Mds et de 7,1% par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB représente 44,1 contre 39,4% à la même période de 2015.

Graphique 8 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

Le stock de la dette intérieure représente 65,5% du total de la dette publique et est constitué principalement des titres du Trésor (42,4%) et des avances de la Banque Centrale (9,8%). La dette extérieure est constituée de la dette multilatérale (76,6%), bilatérale (13,6%) et des autres créanciers (9,8%).

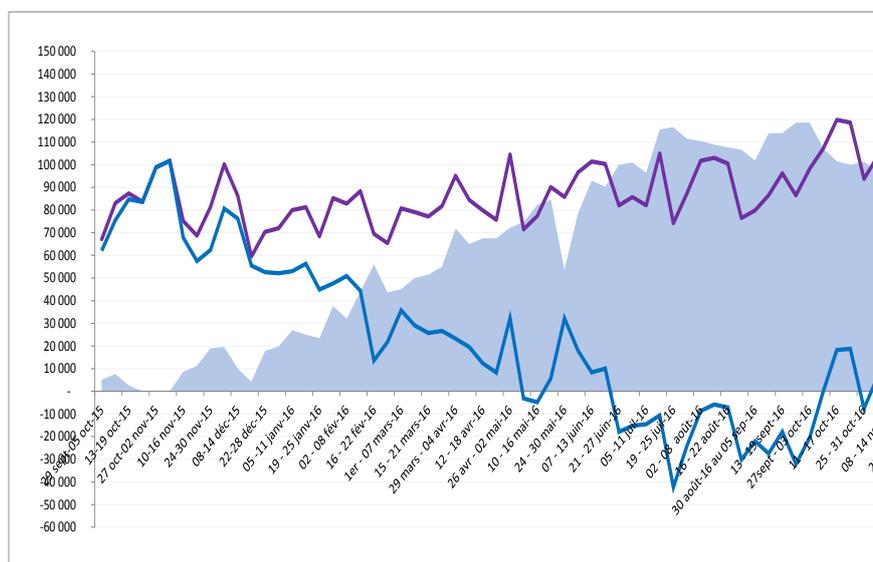
2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques² et taux d'intérêts

Les réserves des banques sans interventions de la BRB ont augmenté au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre 2016, passant de -21.096 à 13.504 MBIF en moyenne hebdomadaire. Au même trimestre de 2015, elles s'élevaient à 74.001 MBIF.

Suite à cette amélioration des réserves des banques, la BRB a diminué le volume des apports de liquidité qui se sont établis à 101.619 MBIF en moyenne hebdomadaire contre 109.830 MBIF au troisième trimestre 2016 et 8.402 MBIF à la même période de 2015.

Graphique 10 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)

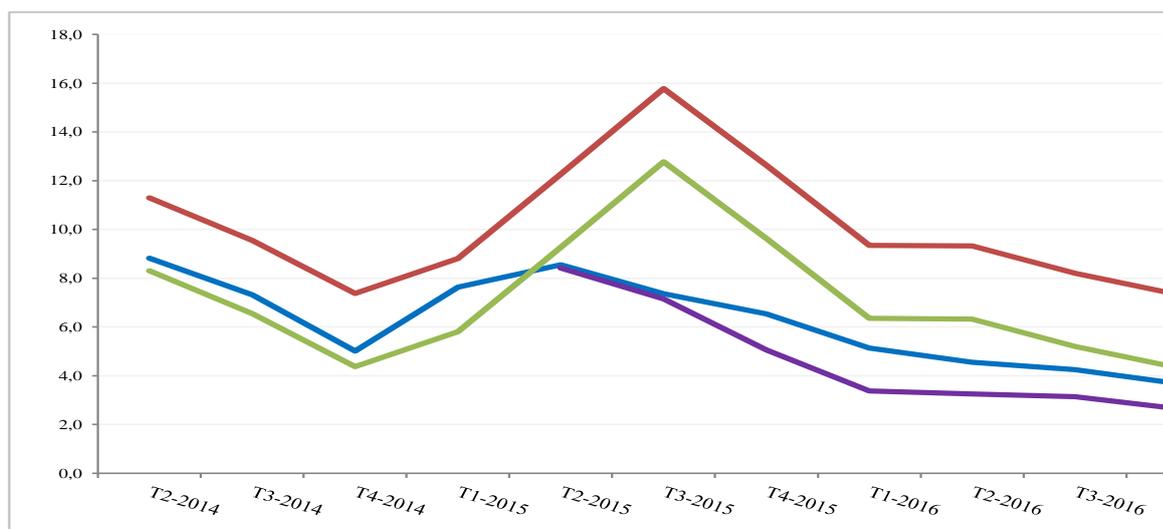


Source : BRB

L'amélioration des réserves des banques a entraîné la baisse des taux d'intérêt du marché monétaire. En effet, le taux d'intérêt moyen sur les apports de liquidité par appels d'offres s'est établi à 2,64 contre 3,14% le trimestre précédent. Le taux d'intérêt moyen interbancaire est revenu de 4,25 à 3,68%, et celui sur la facilité de prêt marginal de 8,20 à 7,33%, suite à la baisse du taux sur les Bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (de 5,20 à 4,33%).

² Les réserves des banques correspondent aux dépôts des banques commerciales à la banque centrale déduction faite des interventions de celle-ci.

Graphique 11: Taux d'intérêt du marché monétaire

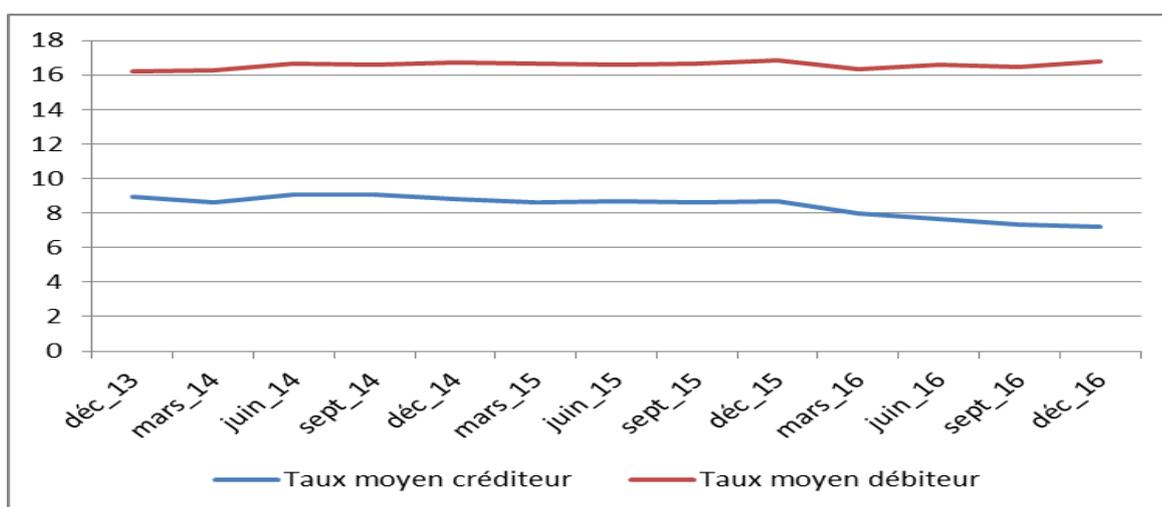


Source : BRB

Au cours du quatrième trimestre 2016, le taux d'intérêt moyen sur l'encours des crédits a augmenté, s'établissant à 16,71 contre 16,51% au trimestre précédent, et à 16,64% à la même période de 2015. Par contre, en moyenne annuelle, il a baissé, revenant de 16,65 à 16,52%.

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du quatrième trimestre 2016 a augmenté par rapport à celui du trimestre précédent, passant de 16,01 à 17,14%.

Graphique 12 : Taux moyen débiteur et créditeur



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le taux d'intérêts moyen créditeur a légèrement baissé, revenant de 7,34 à 7,21%, suite à la diminution des taux d'intérêt sur les dépôts à terme (7,60 contre 7,90%), les comptes sur livrets (6,84 contre 8,38%) et sur les bons de caisse (8,30 contre 11,09%).

De même, en glissement annuel, le taux moyen créditeur a baissé, revenant de 8,60 à 7,71%. Ce recul a porté sur les bons de caisse (8,57 contre 9,53%) et les dépôts à terme (8,12 contre 9,58%). En revanche, les taux d'intérêt sur les comptes sur livret (7,30 contre 6,95%) et sur les dépôts à vue rémunérés (4,78 contre 4,38%) ont légèrement augmenté.

2.4.2. Base monétaire

A la fin du quatrième trimestre 2016, la base monétaire s'est accrue de 7,6%, passant de 389.700,6 à 419.224,0 MBIF d'un trimestre à l'autre. Cette augmentation a résulté, à la fois, de la hausse des avoirs extérieurs nets (+19.527,2 MBIF) et des avoirs intérieurs nets (+9.996,2 MBIF). L'amélioration des avoirs extérieurs nets est en rapport avec la domiciliation des comptes en devises des ONG et des projets gouvernementaux à la Banque Centrale. L'augmentation des avoirs intérieurs nets est liée à l'expansion de l'endettement net de l'Etat (+51.302,6 MBIF), qui a contrebalancé la diminution des apports de liquidité aux banques commerciales (-31.705 MBIF) et des divers nets (-9.041,0 MBIF).

Tableau 10 : Composantes de la base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	juin-15	sept-15	déc-15	juin-16	sept-16	déc-16
Composantes						
Billets et pièces en circulation	254 961,4	216 072,1	230 723,7	255 415,5	254 499,1	267 512,5
Dépôts des banques et microfinances	73 383,1	85 417,0	85 962,0	102 031,9	125 609,9	140298,6
Dépôts des établissements financiers	2 089,9	3 810,3	2 209,5	1 740,1	3 523,6	3 575,7
Dépôts divers	4 060,5	9 014,6	5 613,0	4 881,4	6 068,0	7837,2
Total	334 494,9	314 314,0	324 508,2	364 068,9	389 700,6	419 224,0
Contreparties						
Avoirs extérieurs nets	10 729,0	-78 248,5	-132 985,6	-187 201,7	-181 601,0	-162 073,8
Avoirs intérieurs nets	323 765,9	392 562,7	457 493,8	551 270,6	571 301,6	581 297,8
Créances nettes sur l'Etat	318 199,5	398 227,0	452 581,6	457 106,2	457 923,6	509 226,2
Autres postes nets	5 566,4	-5 664,3	4 912,2	94 164,4	113 378,0	72 071,6

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 29,2%, passant de 324.508,2 à 419.224,0 MBIF. Cette progression est liée à celle des avoirs intérieurs nets (+123.804,0 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des avoirs extérieurs nets (-27.889,2 MBIF).

L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire entre septembre et décembre 2016 montre que la croissance de la base monétaire a été, à la fois, d'origine interne (+2,6 points de pourcentage) et externe (+5,0 points de pourcentage). En revanche, en glissement annuel, cette croissance a été uniquement d'origine interne (+37,8 points de pourcentage) les avoirs extérieurs nets ayant exercé une incidence restrictive de 8,6 points de pourcentage.

Tableau 11 : Origine de la variation de la base monétaire à fin décembre 2016

	Par rapport à déc. 2015	Par rapport à sept. 2016
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-8,6	5,0
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	37,8	2,6
dont: -Créances nettes sur l'Etat	17,5	13,2
-Autres postes nets	20,3	-10,6
Base monétaire	29,2	7,6

Source : BRB

2.4.3. La masse monétaire et ses contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) à fin décembre 2016 s'est accrue de 5%), passant de 1.075,4 à 1.129,7 Mds de BIF, suite à l'accroissement des avoirs intérieurs nets (+38.335,6 MBIF) et des avoirs extérieurs nets (+15.922,7 MBIF). L'expansion des avoirs intérieurs nets est liée à l'augmentation de l'endettement net de l'Etat (+79.499,4 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des créances sur l'économie (-21.848,1 MBIF) et des autres postes nets (-19.315,7 MBIF). Les avoirs intérieurs nets ont contribué à la croissance de la masse monétaire de 3,5 points de pourcentage et les avoirs extérieurs de 1,5 point de pourcentage.

Tableau 12 : La masse monétaire M3 et de ses contreparties (en MBIF)

	juin-15	sept-15	déc-15	Juin-2013 (p)	Sept-2016 (p)	Déc-2016 (p)
M3	1 046 534,7	1 042 550,8	1 060 791,0	1 066 646,3	1 075 431,9	1 129 690,2
AEN	65 138,6	-33 244,6	-75 870,1	-165 886,7	-192 445,8	-176 523,1
AIN	981 396,1	1 075 795,4	1 136 661,1	1 232 533,0	1 267 877,7	1 306 213,3
Crédit intérieur	1 236 246,0	1 345 704,1	1 410 604,3	1 530 954,3	1 585 721,3	1 643 372,6
Créances nettes sur l'Etat	465 933,3	567 917,9	687 259,5	791 448,8	830 811,7	910 311,1
Créances sur l'économie	770 312,7	777 786,2	723 344,8	739 505,5	754 909,6	733 061,5
Autres postes nets	-254 849,9	-269 908,7	-273 943,2	-298 421,3	-317 843,6	-337 159,3
Variations par rapport au trimestre précédent						
M3	5,3	-0,4	1,7	4,2	0,8	5,0
AEN	-59,5	-151,0	-128,2	-3,0	-16,0	8,3
AIN	17,8	9,6	5,7	4,1	2,9	3,0
Crédit intérieur	13,5	8,9	4,8	5,5	3,6	3,6
Créances nettes sur l'Etat	34,7	21,9	21,0	9,0	5,0	9,6
Créances sur l'économie	3,6	1,0	-7,0	2,0	2,1	-2,9
Autres postes nets	-0,4	-5,9	1,5	-11,8	-6,5	-6,1

P: provisoire

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire M3 a augmenté de 6,5%, passant de 1.060,8 à 1.129,7 Mds de BIF. Cet accroissement est en liaison avec l'accroissement du crédit intérieur (+237.575,9 MBIF), les avoirs extérieurs nets ayant, par contre, diminué (-159.201,2 MBIF).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin décembre 2016

	Par rapport à déc. 2015	Par rapport à sept. 2016
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-9,5	1,5
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	16,0	3,5
dont: -Crédit Intérieur	21,9	5,3
-Autres Postes Nets	-5,9	-1,8
Masse monétaire	6,5	5,0

Source : BRB

Cette croissance de la masse monétaire a été d'origine interne, les avoirs intérieurs nets ayant contribué positivement (+16,0 points de pourcentage), alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence négative (-9,5 points de pourcentage).

2.4.4. Politique monétaire

Au cours du quatrième trimestre 2016, la BRB a poursuivi la politique d'assouplissement des conditions de refinancement des banques, prises en 2015 dans le but de permettre aux banques commerciales de financer les investissements productifs. Ces mesures consistaient notamment à :

1. L'intensification des opérations d'appel d'offres d'apport de liquidité pour fournir aux banques une liquidité assortie des taux d'intérêt faibles, en augmentant à la fois le volume et la fréquence des interventions ;
2. L'introduction de nouvelles maturités de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité, qui a permis d'injecter de la liquidité plus stable ;
3. La dérogation à l'article 10 de l'instruction relative à la constitution et à la gestion des garanties en couverture des prêts aux banques et établissements financiers, jusqu'au 31 Mars 2017 en vertu de laquelle les créances à moyen et long termes sur les entreprises non financières, présentées en refinancement, sont désormais analysées sur base de leurs tableaux d'amortissement en comparaison avec les encours figurant sur les états des risques, au lieu des états financiers des entreprises débitrices ;
4. La mobilisation des effets adossés aux créances en souffrance sur les hôtels, les industries de production, les hôpitaux, les écoles, les universités et les sociétés de la filière café, avec un nombre maximum d'incidents de paiement de douze (12) mois pour les crédits dont l'encours est d'au moins 100 Millions de BIF.

Dans le but de faciliter le déroulement et le financement de la campagne café 2016-2017, la Banque Centrale a, au cours de ce trimestre, refinancé les crédits café à un taux fixe de 3% en appliquant une décote de 10% sur les effets tirés sur les entreprises de la filière café.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

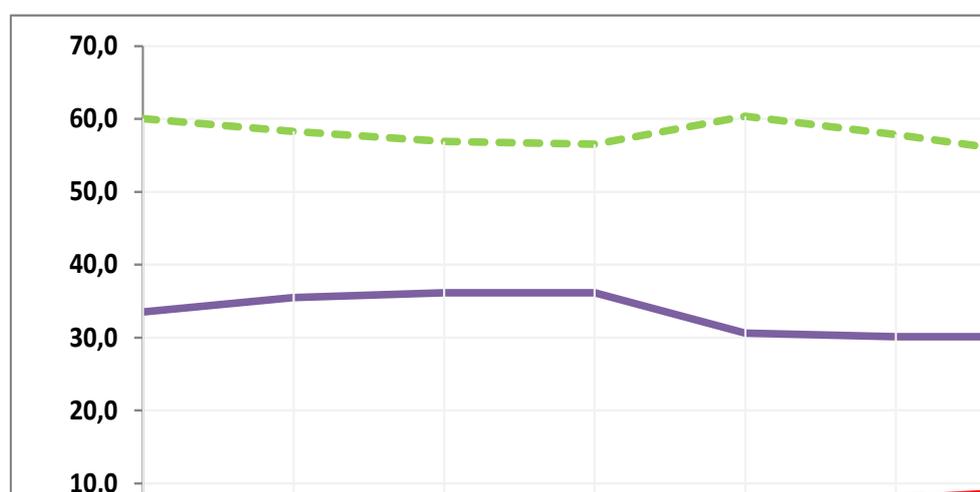
A fin décembre 2016, le total bilan des banques et établissements financiers a augmenté de 11,5% par rapport à la même période de 2015. Comparé au troisième trimestre 2016, le total bilan s'est accru de 1,9%. Les dépôts ont augmenté, tandis que le portefeuille crédit a baissé. Le

secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé, rentable et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées.

2.5.1.1. Les principales ressources

A fin décembre 2016, le total des dépôts s'est établi à 1.001,8 contre 966,9 Mds de BIF au trimestre précédent, soit une augmentation de 3,6%. Comparé à la même période de l'année précédente, le total des dépôts a augmenté de 0,9%. Suite à cette faible mobilisation des dépôts, les banques ont recouru considérablement au refinancement de la Banque Centrale qui est passé de 14.503,5 à 82.559,1 MBIF d'une année à l'autre et a diminué de 28,7% d'un trimestre à l'autre.

Graphique 13 : Répartition des ressources (en % du total)

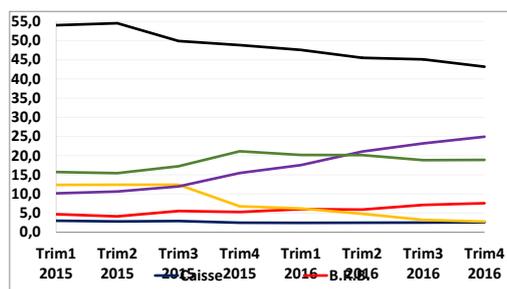


Source : BRB

2.5.1.2. Les principaux emplois

A fin décembre 2016, les principaux emplois du secteur bancaire étaient essentiellement constitués de crédits à l'économie et des titres du Trésor, représentant respectivement 43,2 et 24,9% du total actif. L'accroissement des emplois s'explique par l'augmentation des titres du Trésor. En effet, l'encours des titres du Trésor détenu par les banques a augmenté de 95,2%, s'établissant à 438.167,9 contre 224.483,7 MBIF à fin décembre 2015 et de 12,2% d'un trimestre à l'autre. Les crédits à l'économie ont diminué de 2,4% d'un trimestre à l'autre, se situant à 792.831,8 MBIF à fin décembre 2016 et ont baissé de 1,3% par rapport à la même période de 2015.

Graphique 14 : Répartition des emplois (en % du total)

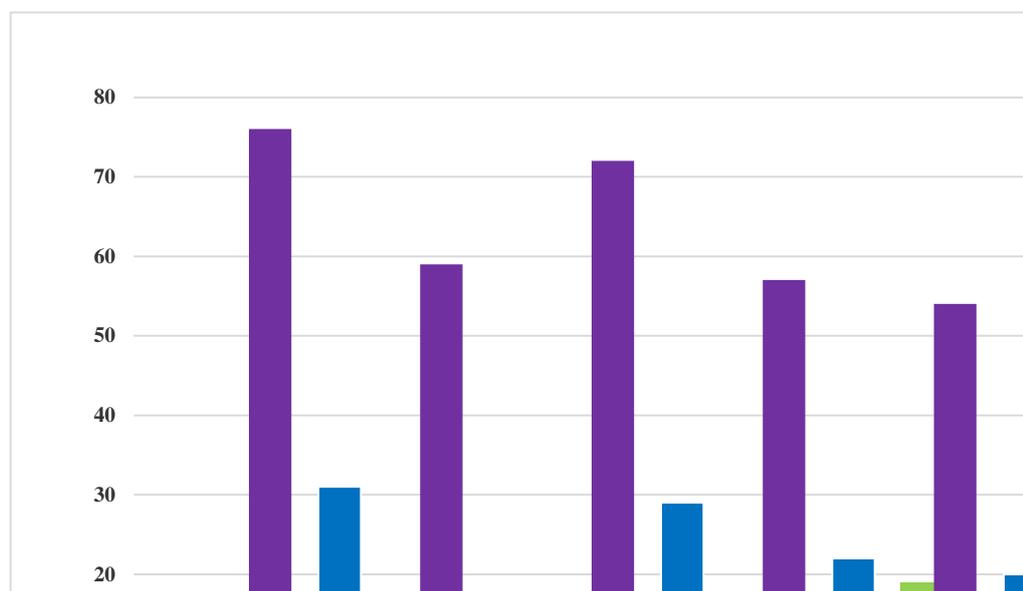


Source : BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille

En glissement annuel, les créances impayées ont augmenté de 35,5%, passant de 146.954,4 à 199.071,7 MBIF à fin décembre 2016 et se sont accrues de 6,8% par rapport à fin septembre 2016.

Graphique 15 : Créances impayées par classe



Source : BRB

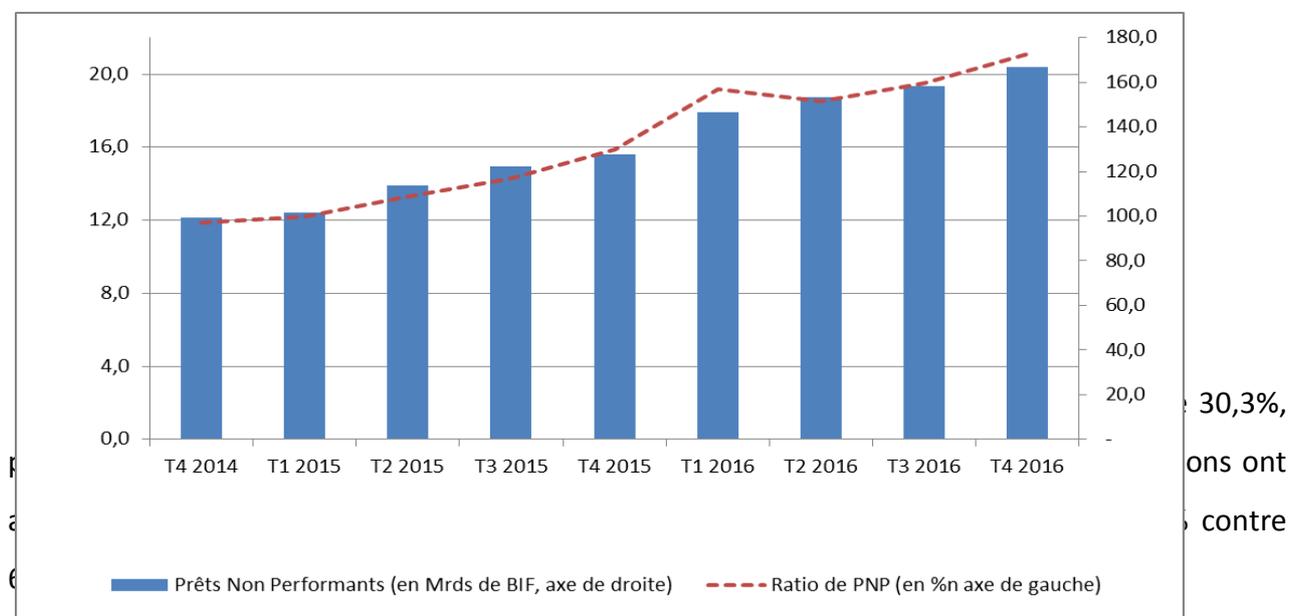
En glissement annuel, les créances à surveiller ont baissé de 17,8%. Par rapport au trimestre précédent, elles ont augmenté de 14,5%. Les créances douteuses se sont accrues de 2,9% d'une année à l'autre et ont baissé de 3,6% par rapport au trimestre précédent. Quant aux créances compromises, elles ont augmenté de 34,5% par rapport à la même période de décembre 2015 et

de 10,7% par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est liée au basculement des créances classées dans les classes inférieures vers les créances compromises.

A fin décembre 2016, le ratio des prêts non performants a augmenté de 3,1 points de pourcentage, passant de 17,9 à 21,1% d'une année à l'autre et de 1,6 points de pourcentage d'un trimestre à l'autre.

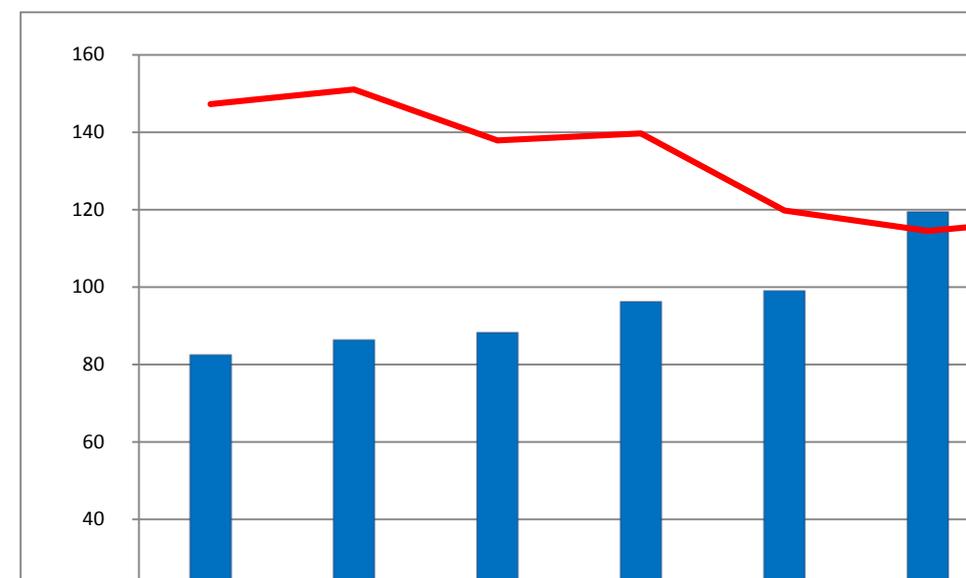
Par secteur, le taux de détérioration du portefeuille est de 36,9% dans l'hôtellerie et tourisme, de 29,5% dans l'agriculture, de 24,5% dans le commerce, de 16,9% dans l'industrie et de 20% dans la construction.

Graphique 16 : Evolution des prêts non performants



La hausse du taux de provisionnement s'explique par la détérioration progressive du portefeuille crédit dans certains secteurs de l'économie (hôtellerie et tourisme, commerce et industrie).

Graphique 17 : Evolution des provisions (en Mds de BIF) et taux de couverture (en %)

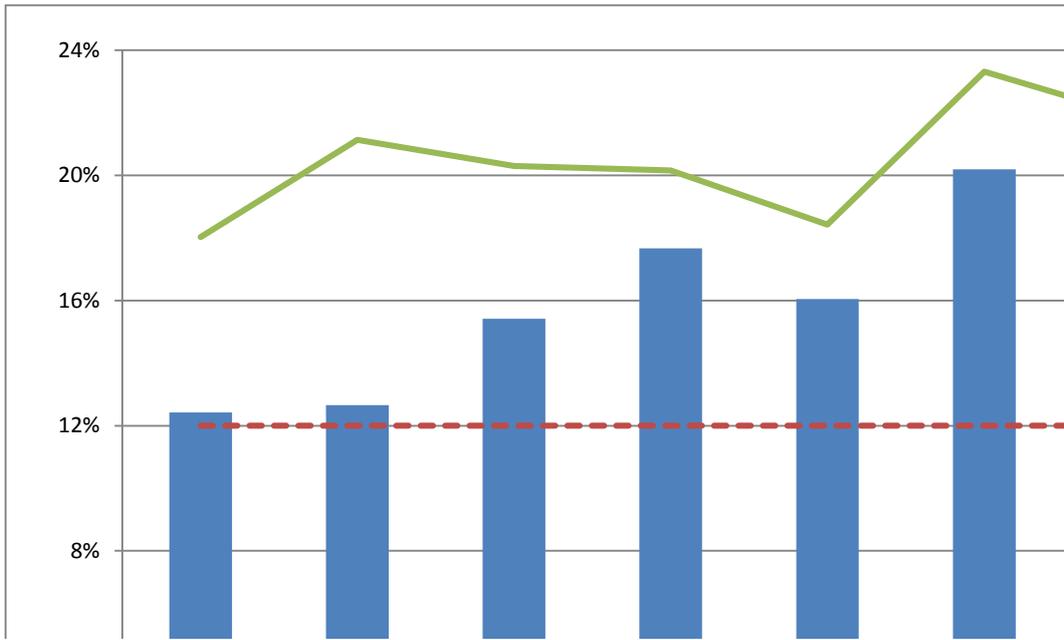


Source : BRB

2.5.3. Adéquation du capital

Le secteur bancaire reste bien capitalisé et dispose de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 23% à fin décembre 2016 par rapport au minimum réglementaire de 14,5%. D'un trimestre à l'autre, ce ratio a augmenté de 1,8 point de pourcentage, s'établissant à 21,2%.

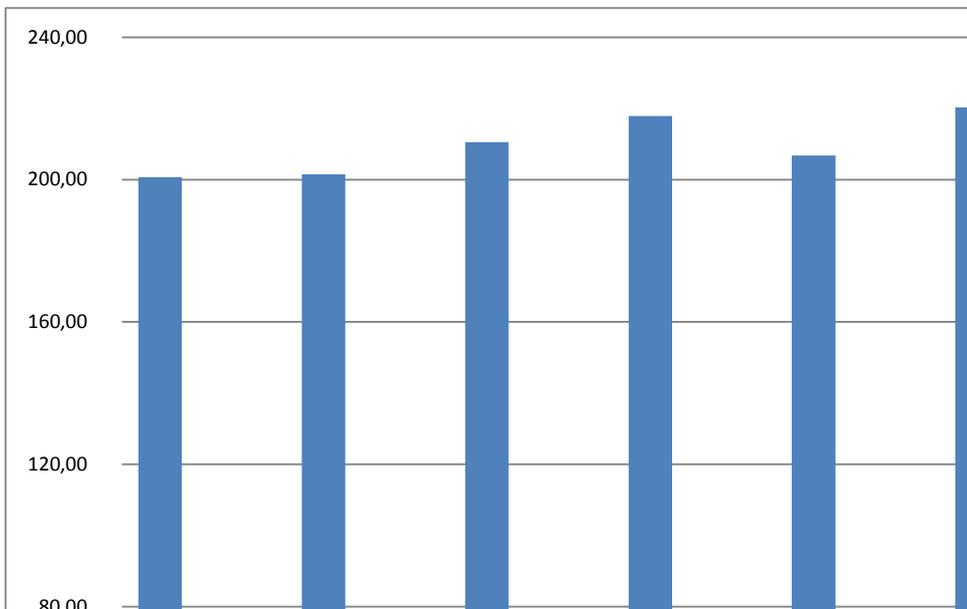
Graphique 18 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

En glissement annuel, les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 10,6%, passant de 240,2 à 265,7 Mrds BIF suite à l'incorporation des résultats de l'exercice 2015 par certaines banques. Comparé au trimestre précédent, ils ont augmenté de 5,2%.

Graphique 19 : Composition des fonds propres (en Mds BIF)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le ratio des fonds propres de base a augmenté de 1,5 point de pourcentage, passant de 18,3 à 19,8% à fin décembre 2016, et a largement dépassé la norme

réglementaire de 12,5%. A la même période de 2015, ce ratio était de 16,6%, soit une augmentation de 3,2 points de pourcentage.

2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

En dépit de l'augmentation des créances impayées et du niveau de provisionnement, le produit net bancaire s'est accru de 5,2% en glissement annuel, passant de 145.175,8 à 152.735,4 MBIF à fin décembre 2016. De même, le résultat net des établissements de crédit a augmenté de 13,5%, passant de 20.606,8 à 23.379,4 MBIF. Le rendement moyen des actifs (ROA) a stagné à 1,3% par rapport à la même période de 2015 et le rendement des fonds propres (ROE) est passé de 8,6 à 8,8%.

3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

La reprise de l'activité économique s'est poursuivie à un rythme modéré au quatrième trimestre 2016 dans certains pays avancés et émergents malgré l'incertitude économique liée à la sortie du Royaume Uni dans l'Union européenne. Les prix ont augmenté dans plusieurs pays avancés et

émergents en liaison avec la hausse des cours des matières premières mais le niveau d'inflation est resté en dessous de la norme de 2%.

L'activité économique en Afrique subsaharienne est restée faible (1,6 contre 3,4%) en liaison avec les prix des matières premières sur le marché international qui demeurent toujours défavorables. Les pays de la CAE ont gardé leur dynamisme de l'activité économique. Le taux de croissance est estimé à 6,1% en 2016 qui est supérieur à la moyenne de 1,6% de l'Afrique subsaharienne. A l'exception du Kenya, l'inflation a augmenté dans les autres pays de la CAE en liaison avec la baisse de la production agricole causée par une longue saison sèche dans la région.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, la production du café parche a régressé au cours du quatrième trimestre 2016 tandis que celle du thé sec a progressé au cours de la même période. La production industrielle s'est repliée en liaison avec la baisse de la production des industries alimentaires notamment la production du sucre et celle des industries chimiques. La consommation d'énergie électrique a été plus forte que l'augmentation de la production, causant ainsi un déficit énergétique. L'activité au port de Bujumbura s'est accrue tandis que le nombre de passager à l'aéroport s'est replié.

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a augmenté, passant de 5,8 à 7,6%. De même, en glissement annuel, l'inflation a augmenté, passant de 6,2 à 7,6% en liaison avec la hausse de l'inflation alimentaire (8,3 à 10,0%) et non alimentaire (4,6 à 5,6%).

Les prévisions du Cadrage macroéconomique montrent un taux de croissance du PIB de 2,9% en 2017 contre 0,9% en 2016 et un niveau d'inflation de 4,8 contre 5,5% en 2016.

La balance des paiements a enregistré un besoin de financement moins allégé que celui de la même période de l'année précédente. Le niveau des réserves officielles de changes s'est également amélioré, passant de 91,37 à 95,35 MUSD et couvrent 1,4 contre 1,3 mois d'importations pour le trimestre précédent.

Le déficit des finances publiques qui s'est aggravé suite à l'augmentation plus importante des dépenses par rapport aux recettes publiques, a été entièrement financé par l'endettement intérieur. Le déficit budgétaire global exprimé en pourcentage du PIB représente 6,9 contre 7,8% enregistré pour toute l'année 2015. La dette publique a également augmenté et représente 44,1% PIB contre 39,4% à la même période de 2015.

Dans le secteur monétaire, les réserves des banques commerciales se sont améliorées au cours du quatrième trimestre 2016, ce qui a entraîné la baisse du volume des apports de liquidité. La base monétaire a progressé de 29,2% en liaison avec l'accroissement des avoirs intérieurs nets qui a contrebalancé la baisse des avoirs extérieurs nets. De même, la masse monétaire a augmenté de 6,5% suite à l'expansion du crédit intérieur qui a contrebalancé le repli des avoirs extérieurs nets. En effet, l'expansion du crédit intérieur a concerné le crédit à l'Etat qui a sensiblement augmenté tandis que le crédit à l'économie a diminué.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable malgré l'accroissement des provisions pour couvrir les créances impayées. Les ratios de solvabilité globale (23,0%) et de base (19,8%) sont demeurés au-delà des minima réglementaires fixés à 14,5 et 12,5% respectivement.

Pour faciliter le financement des investissements productifs par le secteur bancaire, la BRB a reconduit, au cours du quatrième trimestre 2016, les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises en septembre 2015 pour stimuler le financement de l'économie.

Les actions de la Banque Centrale pour la période à venir consisteront à :

1° : Continuer à fournir aux banques de la liquidité nécessaire à travers les apports de liquidité jusqu'à ce que leurs réserves s'améliorent;

2° Maintenir les échéances de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité;

3° Poursuivre les interventions sur le marché des changes pour faciliter les importations des produits essentiels.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PIB PAR BRANCHE (CROISSANCE ANNUELLE AU PRIX DE 2005)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	3,2%	-9,3%	2,0%	-1,2%	1,6%	-1,4%	2,1%	8,4%	3,7%	-3,6%	-5,1%
- Agriculture vivrière	-2,6%	-4,8%	2,5%	-0,1%	-5,3%	3,1%	1,3%	15,2%	3,4%	-4,7%	-6,4%
- Agriculture d'exportation	141,0%	-52,9%	51,9%	-52,6%	136,6%	-56,5%	35,1%	-13,8%	12,2%	1,9%	5,2%
- Café	311,6%	-61,3%	61,8%	-78,7%	392,6%	-75,9%	71,6%	-73,3%	28,1%	11,0%	5,5%
- Thé	-40,6%	9,6%	13,7%	30,4%	22,6%	-10,2%	3,0%	68,8%	13,1%	0,2%	5,1%
- Autres cultures d'exportation	-37,6%	-0,1%	102,9%	48,9%	-63,6%	33,2%	63,6%	-42,7%	-39,8%	-6,4%	5,0%
- Forêt	-3,9%	3,1%	-21,7%	-14,2%	73,4%	4,4%	4,4%	4,4%	4,7%	4,7%	4,7%
- Elevage	3,7%	-9,0%	-30,4%	50,4%	14,4%	0,4%	0,9%	-48,2%	2,0%	9,0%	5,0%
- Pêche	56,0%	-52,8%	27,9%	-5,7%	23,1%	-11,6%	11,3%	-27,5%	3,0%	26,3%	6,0%
Secteur secondaire	5,4%	8,3%	4,8%	9,0%	1,4%	1,9%	5,3%	2,4%	7,4%	-14,1%	7,4%
- Extraction	-1,5%	-6,0%	-28,5%	8,0%	-1,4%	14,3%	7,9%	5,7%	10,0%	-5,0%	2,0%
- Industries	6,4%	3,2%	5,0%	1,6%	3,3%	2,3%	3,1%	2,2%	6,4%	-4,1%	11,3%
- Industries agroalimentaires	5,9%	4,1%	8,8%	4,6%	2,3%	0,8%	1,8%	2,2%	2,0%	-4,0%	4,5%
- Industries manufacturières	7,6%	1,4%	-3,8%	-6,2%	6,2%	6,7%	6,6%	2,2%	17,7%	-4,4%	26,5%
- Industries textiles	29,5%	-8,0%	41,3%	-24,4%	16,9%	2,5%	1,3%	22,7%	15,0%	5,0%	2,0%
- Autres industries manufacturières	6,0%	2,3%	-7,5%	-3,9%	5,1%	7,2%	7,2%	0,1%	18,0%	-5,5%	29,7%
- Electricité, gaz et eau	-18,1%	44,2%	2,7%	-12,8%	-27,0%	-21,7%	15,4%	5,5%	10,0%	-10,0%	-2,2%
- Construction	9,6%	22,3%	10,8%	34,4%	1,5%	2,1%	8,9%	2,3%	9,0%	-35,1%	-2,1%
Secteur tertiaire	7,5%	16,8%	6,6%	5,4%	5,8%	7,0%	7,0%	2,8%	4,7%	1,5%	3,2%
- Commerce	11,1%	5,4%	-21,4%	-1,3%	5,4%	3,4%	3,0%	3,0%	5,8%	-9,0%	15,4%
- Transport et télécommunication	9,3%	53,1%	-33,0%	32,6%	-7,0%	1,5%	9,1%	-5,6%	5,9%	16,3%	6,0%
- Transport	11,0%	25,1%	-45,1%	26,0%	-18,8%	-27,1%	1,2%	-18,5%	4,5%	-24,8%	4,0%
- Services des Postes, Télécommunicat	-1,7%	257,4%	-2,3%	42,1%	8,0%	28,6%	13,4%	0,6%	6,4%	32,0%	6,4%
- Banques et Assurances	11,5%	56,9%	41,3%	18,2%	6,7%	13,4%	8,1%	1,0%	6,0%	5,0%	5,0%
- Hébergement, Restauration et autres	-5,6%	-15,7%	5,6%	-18,5%	0,5%	2,1%	1,7%	1,3%	6,0%	-6,0%	-2,0%
- Administration publique	16,7%	59,9%	26,2%	19,8%	-5,0%	12,6%	11,3%	13,6%	0,1%	8,2%	6,0%
- Education	37,3%	20,2%	26,6%	13,7%	73,3%	22,0%	15,0%	0,5%	20,0%	0,7%	4,0%
- Santé et action sociale	-30,2%	-21,0%	-3,6%	29,9%	34,4%	43,3%	13,7%	4,4%	16,0%	-6,3%	4,0%
- Activités à caractère collectif ou perso	54,0%	215,8%	45,8%	3,6%	5,8%	-17,7%	-44,4%	23,9%	5,0%	1,0%	3,0%
- Services domestiques	0,2%	-8,4%	-9,9%	-7,8%	-24,7%	2,1%	-6,1%	-5,7%	2,4%	1,0%	3,0%
- SIFIM	-6,5%	31,3%	19,6%	4,7%	40,1%	18,9%	-4,7%	-0,1%	31,0%	5,0%	14,0%
PIB aux coûts des facteurs	5,2%	3,8%	4,5%	3,6%	3,4%	3,1%	5,0%	4,6%	4,9%	-3,3%	1,2%
Impôts et taxes	8,0%	-0,5%	9,0%	5,7%	23,5%	12,8%	-0,2%	8,0%	1,5%	-9,5%	-1,7%
PIB aux prix du marché	5,4%	3,5%	4,9%	3,8%	5,1%	4,0%	4,4%	4,9%	4,5%	-3,9%	0,9%

ANNEXE 2 : INFLATION DU BURUNDI PAR PRINCIPALE COMPOSANTES (EN %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
déc-13	9,0	12,0	6,3
janv-14	6,0	6,2	4,5
févr-14	5,8	6,4	5,2
mars-14	3,8	1,0	6,0
avr-14	4,7	1,5	7,6
mai-14	3,4	1,6	4,9
juin-14	3,3	1,7	4,6
juil-14	3,1	1,1	4,6
août-14	5,9	0,9	8,1
sept-14	5,5	2,1	7,8
oct-14	3,5	1,7	6,4
nov-14	4,1	0,8	6,8
déc-14	3,8	0,8	7,4
janv-15	3,4	1,6	7,5
févr-15	1,2	3,2	4,4
mars-15	4,7	2,0	6,7
avr-15	7,5	8,7	6,6
mai-15	7,2	8,5	6,2
juin-15	7,7	10,1	5,8
juil-15	7,9	10,6	6,0
août-15	4,2	4,6	3,9
sept-15	4,1	4,8	3,6
oct-15	5,6	5,5	5,7
nov-15	5,8	7,3	4,7
déc-15	7,1	12,1	3,5
janv-16	6,3	9,9	3,8
févr-16	6,7	11,1	3,6
mars-16	4,3	6,5	2,7
avr-16	2,7	2,4	2,8
mai-16	2,6	2,8	2,6
juin-16	3,8	4,0	3,7
juil-16	4,0	4,5	3,5
août-16	6,6	7,7	5,8
sept-16	7,0	8,1	6,3
oct-16	6,0	7,0	5,3
nov-16	7,1	9,1	5,6
déc-16	9,5	13,9	6,0

ANNEXE 3 : OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT(EN MBIF)

Période	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
2010	393 170,0	238 073,1	631 243,1	673 537,6	-42 294,5
2011	474 526,7	204 362,7	678 889,4	768 962,4	-90 073,0
2012	550 780,0	154 949,5	705 729,5	825 482,6	-119 753,1
2013	566 995,8	274 662,0	841 657,8	953 819,7	-112 161,9
2013	302 027,9	100 993,4	403 021,3	521 046,3	-118 025,0
2014	663 212,0	213 828,5	877 040,5	1 059 286,0	-182 245,5
juin-15	43 575,4	5 386,9	48 962,3	85 680,0	-36 717,7
juil-15	44 700,2	3 579,6	48 279,8	90 280,3	-42 000,5
août-15	43 214,8	7 420,1	50 634,9	54 005,2	-3 370,4
sept-15	55 763,4	3 078,8	58 842,2	65 862,8	-7 020,6
oct-15	45 667,9	5 352,5	51 020,4	122 703,2	-71 682,8
nov-15	45 319,8	13 069,2	58 389,0	90 740,8	-32 351,8
déc-15	69 311,4	11 254,8	80 566,2	56 764,8	23 801,4
janv-16	47 235,2	5 895,7	53 130,9	64 664,0	-11 533,1
févr-16	43 956,0	4 688,2	48 644,1	62 680,5	-14 036,4
mars-16	58 603,8	10 580,4	69 184,2	97 699,6	-28 515,4
avr-16	50 478,8	5 930,5	56 409,3	94 594,0	-38 184,7
mai-16	45 205,0	12 366,3	57 571,3	86 441,7	-28 870,4
juin-16	60 148,7	11 341,8	71 490,5	81 492,1	-10 001,6
juill-16	50 971,9	3 203,4	54 175,2	74 955,5	-20 780,3
Aout-16	55 808,9	4 202,5	60 011,4	77 116,4	-17 105,0
sept-16	63 489,3	10 797,4	74 286,7	101 298,7	-27 012,0
oct-16	47 249,9	12 755,9	60 005,8	107 792,8	-47 787,0
nov-16	55 678,3	15 941,6	71 619,8	106 777,3	-35 157,5
déc-16	59 232,6	21 314,8	80 547,4	109 694,8	-29 147,4

ANNEXE 4 : DETTE PUBLIQUE

Période	BRB	Bons et Obl.	Dettes intérieure Totale	Dettes extérieure	Dettes Publique Totale
janv-12	258 675,40	125 988,30	398 009,90	495 472,30	880 136,00
févr-12	254 875,70	120 672,00	388 846,50	507 695,90	883 243,60
mars-12	276 195,10	114 872,00	403 732,40	506 374,20	897 441,30
avr-12	286 322,30	110 765,80	412 061,50	506 162,50	903 250,60
mai-12	267 087,70	117 922,00	398 209,90	508 948,70	893 958,40
juin-12	283 284,50	116 542,00	417 269,40	512 211,80	912 038,30
juil-12	301 897,10	103 802,00	421 370,60	530 644,70	936 343,80
août-12	312 985,30	99 762,00	425 941,90	537 914,30	950 661,60
sept-12	299 656,50	104 393,60	417 123,00	546 094,10	950 144,20
oct-12	326 113,50	108 962,00	448 420,50	553 681,20	988 756,70
nov-12	351 175,40	100 891,70	466 351,10	593 102,00	1 045 169,10
déc-12	410 025,00	110 771,10	539 599,50	607 681,40	1 128 477,50
janv-13	408 323,60	112 002,60	535 192,32	621 058,58	1 141 091,80
févr-13	406 622,10	106 817,90	529 879,80	646 048,77	1 159 184,50
mars-13	404 920,60	107 688,30	531 828,20	618 631,99	1 130 951,50
avr-13	414 405,30	103 273,30	538 626,50	613 661,54	1 131 053,50
mai-13	401 517,80	133 353,70	552 141,30	605 620,30	1 140 209,20
juin-13	399 816,40	141 257,40	560 126,40	607 798,32	1 148 598,20
juil-13	398 115,00	173 202,10	588 716,60	611 673,02	1 182 507,10
août-13	398 115,00	168 475,70	591 175,70	610 600,45	1 176 778,40
sept-13	397 498,70	172 397,40	592 322,80	611 618,34	1 181 090,50
oct-13	403 716,10	183 386,20	604 594,00	616 207,83	1 202 869,10
nov-13	418 138,00	182 043,70	622 287,50	611 969,49	1 211 509,60
déc-13	396 574,30	182 925,50	597 961,80	615 707,62	1 193 127,00
janv-14	396 574,30	179 685,10	591 555,90	627 515,60	1 219 071,50
févr-14	395 958,00	185 131,70	598 077,40	647 292,80	1 245 370,20
mars-14	404 471,00	186 023,50	603 825,40	653 048,60	1 256 874,00
avr-14	409 906,30	215 257,68	643 338,18	648 263,00	1 291 601,18
mai-14	411 110,10	220 481,00	647 407,80	657 204,60	1 304 612,40
juin-14	434 035,20	220 451,60	673 164,30	658 888,70	1 332 053,00
juil-14	447 505,40	224 424,07	692 617,27	658 767,20	1 351 384,47
août-14	437 467,90	238 450,85	694 721,45	667 910,20	1 362 631,65
sept-14	421 409,40	228 790,77	668 954,17	660 946,20	1 329 900,37
oct-14	468148,1	224 259,80	711 012,50	657 139,70	1 368 152,20
nov-14	434687,3	225 519,80	678 536,80	655 824,20	1 334 361,00
déc-14	448063,6	230 040,00	730 117,70	656 563,70	1 386 681,40
janv-15	415348,9	234876,23	700 802,73	645972,8	1 346 775,53
févr-15	462738,1	226560,5	742 639,70	647955,8	1 390 595,50
mars-15	412400,5	236500,5	700 570,50	638793,8	1 339 364,30
avr-15	440 884,9	244945,9	735 771,40	640016,4694	1 375 787,87
mai-15	464 369,0	267078,3	780 510,90	656763,6496	1 437 274,55
juin-15	504 411,7	270 621,10	822 353,30	661361,3646	1 483 714,66
juil-15	505 143,9	279 646,90	833 302,30	658721,0544	1 492 023,35
août-15	541 329,4	275 468,00	864 989,30	663293,4383	1 528 282,74
sept-15	577 421,6	286 853,40	914 862,17	665001,7336	1 579 863,91
oct-15	602 681,6	304 366,04	961 782,55	665 748,48	1 627 531,03
nov-15	609 699,2	333 539,14	999 549,44	663 595,43	1 663 144,87
déc-15	641 724,6	377 885,90	1 069 551,80	677 558,04	1 747 109,83
janv-16	598 712,1	386 365,1	1 034 632,10	694 358,10	1 728 990,20
févr-16	626 840,4	400 426,2	1 080 134,60	704 507,83	1 784 642,43
mars-16	635 625,1	417 680,2	1 102 579,70	725 109,89	1 827 689,59
avr-16	640 405,2	438 638,3	1 131 950,00	730 077,72	1 862 027,72
mai-16	655 244,3	455 349,6	1 165 859,10	732 683,33	1 898 542,43
juin-16	650 423,6	475 292,9	1 176 224,00	735 345,71	1 911 569,71
juil-16	646 289,0	493 502,0	1 190 688,40	731 759,33	1 922 447,73
août-16	636 965,6	508 501,5	1 191 266,38	738 936,53	1 930 202,91
sept-16	644 432,0	527 286,3	1 217 641,90	743 041,08	1 960 682,98
oct-16	660 707,0	536 420,8	1 245 775,2	728 754,6	1 974 529,84
nov-16	689 148,0	551 790,1	1 289 857,5	726 924,0	2 016 781,50
déc-16	752 299,8	584 745,3	1 376 308,8	724 329,7	2 100 638,55

Annexe 5 : Réserves des banques (en MBIF)

Période	Réserves des Banques	Interventions de la BRB
mars-14	64 293	-19 030
avr-14	66 185	651
mai-14	74 685	0
juin-14	75 387	379
juil-14	69 180	242
août-14	70 873	0
sept-14	83 847	339
oct-14	93 761	114
nov-14	93 757	315
déc-14	88 847	685
janv-15	90 537	351
févr-15	91 457	640
mars-15	82 679	879
avr-15	47 459	8 612
mai-15	47 855	6 378
juin-15	32 930	9 473
Juillet-15	37 622	14 307
Août-15	49 567	8 528
Sept-15	61 695	4 106
Oct-15	80 952	3 098
Nov-15	77 624	7 812
Déc-15	63 428	14 297
Janv-16	50 775	26 612
Févr-16	35 632	42 674
Mars-16	28 067	54 697
Avril-16	19 142	68 814
Mai-16	13 393	74 277
Juin-16	649	92 597
Juillet-16	-21 364	108 222
Août-16	-16 329	107 836
Sept-16	-25 595	113 433
Oct-16	3 859	105 762
Nov-16	9 162	98 571
Déc-16	27 490	100 523

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

Mois	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Reprise de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
mars-14	9,00	10,63	-	-	7,63
avr-14	9,42	11,87	-	-	8,87
mai-14	9,03	11,16	-	-	8,16
juin-14	8,01	10,88	-	-	7,88
juil-14	7,95	10,70	-	-	7,70
août-14	8,56	9,91	-	-	6,91
sept-14	5,44	8,05	-	-	5,05
oct-14	4,25	6,75	-	-	3,75
nov-14	4,07	7,41	-	-	4,41
déc-14	6,72	8,00	-	-	5,00
janv-15	7,50	10,29	-	-	7,29
févr-15	7,76	8,18	-	-	5,18
mars-15	7,63	7,97	-	-	4,97
avr-15	8,57	8,37	7,93	-	5,37
mai-15	8,04	14,07	8,27	-	11,07
juin-15	9,05	14,38	9,06	-	11,38
Juillet-15	7,37	14,85	7,03	-	11,85
août-15	6,61	16,34	7,10	-	13,34
sept-15	8,10	16,17	7,31	-	13,17
oct-15	7,03	14,89	7,43	-	11,89
nov-15	7,55	13,17	4,37	-	10,17
déc-15	5,00	9,82	3,40	-	6,82
Janv-16	5,00	9,44	3,46	-	6,44
Févr-16	5,00	9,41	3,38	-	6,41
Mars-16	5,40	9,21	3,27	-	6,21
Avril-16	-	9,58	3,32	-	6,58
Mai-16	4,56	9,45	3,30	-	6,45
Juin-16	-	8,92	3,14	-	5,92
Juillet-16	5,00	8,84	3,18	-	5,84
Août-16	-	7,98	3,14	-	4,98
Sept-16	3,50	7,79	3,09	-	4,79
Oct-16	3,50	7,55	2,98	-	4,55
Nov-16	3,85	6,80	2,55	-	3,80
Déc-16	-	7,64	2,38	-	4,64

Annexe 7: Principaux indicateurs d'activités du secteur bancaire au 31/12/2016 (en MBIF)

Rubriques	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/12/2015	31/12/2016	Variation en %	31/12/2015	31/12/2016	Variation en %	31/12/2015	31/12/2016	Variation en %
I. EMPLOIS	1 521 631,2	1 693 285,7	11,3	123 635,5	141 670,9	14,6	1 645 266,7	1 834 956,6	11,5
A. Liquidité	487 441,9	689 946,3	41,5	6 277,3	5 307,6	- 15,4	493 719,2	695 253,9	40,8
.Caisse	40 995,1	48 061,1	17,2	6,9	9,8	42,0	41 002,0	48 070,9	17,2
.B.R.B.	86 067,3	136 380,6	58,5	1 092,5	2 606,9	138,6	87 159,8	138 987,5	59,5
.Banques & Etablissements Financiers	106 260,9	48 340,5	-54,5	5 177,9	2 690,9	-48,0	111 438,8	51 031,4	-54,2
.Endettement direct de l'Etat	254 118,6	457 164,1	79,9	-	-	-	254 118,6	457 164,1	79,9
.Bons, Obligations du Trésor	224 483,7	438 167,9	95,2	-	-	-	224 483,7	438 167,9	95,2
.Autres crédits à l'Etat	29 634,9	18 986,2	-35,9	-	-	-	29 634,9	18 986,2	-35,9
B. Crédits	716 545,2	690 171,5	-3,7	87 060,5	102 660,3	17,9	803 605,7	792 831,8	-1,3
.Court terme	466 822,8	457 687,8	-2,0	5 875,9	15 118,1	157,3	472 698,8	472 805,9	0,0
.Moyen terme	173 071,9	147 076,5	-15,0	38 449,6	46 532,4	21,0	211 521,5	193 608,9	-8,5
.Long terme	76 650,6	85 407,2	11,4	42 734,9	41 009,8	-4,0	119 385,5	126 417,0	5,9
.Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
.Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
.Grands risques	155 461,2	118 784,8	-23,6	6 552,3	7 774,8	18,7	162 013,5	126 559,6	-21,9
.Dix grands débiteurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
.Impayés	136 768,7	176 294,6	28,9	10 185,7	22 777,1	123,6	146 954,4	199 071,7	35,5
.Non performantes	133 929,0	153 533,1	14,6	10 159,6	13 406,4	32,0	144 088,6	166 939,5	15,9
.Provisions constituées	106 581,2	137 340,0	28,9	6 423,8	9 915,2	54,4	113 005,0	147 255,2	30,3
C. Autres	317 644,0	313 167,9	-1,4	30 297,8	33 703,0	11,2	347 941,8	346 870,9	-0,3
II. RESSOURCES	1 521 631,2	1 693 285,7	11,3	123 635,5	141 670,9	14,6	1 645 266,7	1 834 956,6	11,5
.Clientèle	949 276,9	954 483,8	0,5	43 789,0	47 368,2	8,2	993 065,9	1 001 852,0	0,9
dont : dix grands dépôts	223 433,0	265 501,0	18,8	8 504,3	7 470,3	-12,2	231 937,3	272 971,3	18,9
.Refinancement B.R.B.	14 503,5	82 559,1	469,2	-	-	-	14 503,5	82 559,1	469,2
.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
.Banques & Etablissements Financiers	111 349,7	134 023,3	20,4	2 000,0	5 779,6	-	113 349,7	139 802,9	23,3
dont : Résidents	40 332,5	71 253,1	-	43 883,7	5 779,6	-	84 216,2	77 032,7	-
Autres	446 501,0	522 219,5	17,0	77 846,5	88 523,1	13,7	524 347,6	610 742,6	16,5
III. Résultat net de l'exercice	19 426,6	21 863,2	12,5	1 180,2	1 516,2	28,5	20 606,8	23 379,4	13,5
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
.Fonds propres de base nets (en MBIF)	182 030,9	204 606,4	12,4	24 712,1	24 611,2	-0,4	206 742,9	229 217,6	10,9
.Fonds propres (en MBIF)	205 387,4	230 423,0	12,2	34 831,5	35 321,0	1,4	240 219,0	265 744,0	10,6
.Risques pondérés	1 134 208,8	1 029 369,0	-9,2	110 859,2	127 903,6	15,4	1 245 068,0	1 157 272,6	-7,1
.Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	16,0	19,9		22,3	19,2		16,6	19,8	
.Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	18,1	22,4		31,4	27,6		19,3	23,0	
.Ratio de levier (norme 7%)	13,5	13,8		24,9	19,2		14,3	14,3	
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	47,1	40,8		70,4	72,5		48,8	43,2	
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	16,7	27,0		-	-		15,4	24,9	
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	139,6	223,4		-	-		122,9	199,4	
Taux d'impayé (en %)	19,1	25,5		11,7	22,2		18,3	25,1	
Taux des prêts non performants	18,7	22,2		11,7	13,1		17,9	21,1	
Taux de provisionnement (en %)	79,6	89,5		63,2	74,0		78,4	88,2	
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	21,7	17,2		0,1	7,6		20,2	16,0	
Coefficient de liquidité en BIF (norme 20%)	37,7	55,3		-	-		37,7	55,3	
Coefficient de liquidité en devises (norme 20%)	119,5	127,6		-	-		119,5	127,6	
Total crédits/total dépôts	75,5	72,3		198,8	216,7		80,9	79,1	
Dix gros dépôts/Total dépôts	23,5	27,8		19,4	15,8		23,4	27,2	
Taux de rendement des fonds propres (*)	9,5	9,5		3,4	4,3		8,6	8,8	
Taux de rendement des actifs (*)	1,3	1,3		1,0	1,1		1,3	1,3	

(*) les banques commerciales uniquement